



HAL
open science

Les clés de l'après-crise

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Les clés de l'après-crise. Politique internationale, 1991, n°51, pp.113-132. halshs-00638315

HAL Id: halshs-00638315

<https://shs.hal.science/halshs-00638315>

Submitted on 9 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

pi

n° 51 - printemps 1991

politique internationale

jean catsiapis
jean-paul champseix
jean-claude chesnais
hélène clère
sa sainteté le dalaï-lama
jean-louis dufour
francisco fernández ordoñez
samir geagea
élisabeth guigou
élias hraoui
françois joyaux
ismaïl kdaré
gilles kepel
marc lavergne
kendal nezan
alain-gérard slama
amir taheri
georges vassiliou
lech walesa
patrick weil
michel winock
ahmed zaki yamani

LES CLÉS DE L'APRÈS-CRISE

Depuis le début de la crise du Golfe, le 2 août dernier, l'avenir du Proche-Orient apparaît comme la préoccupation majeure des chancelleries occidentales, même si elle a été longtemps masquée par le fracas des armes. La première question qui se pose aux Alliés est celle du sort qui sera réservé à l'Irak vaincu. Par ailleurs, les Alliés maintiendront une présence militaire dans le Golfe afin d'en assurer la stabilité et de garantir leurs approvisionnements pétroliers. Enfin, le lien évoqué dès le début par Saddam Hussein entre les évacuations du Koweït par l'Irak, du Liban par la Syrie, et des différents territoires occupés par Israël, est une réalité qui n'a pu être ignorée longtemps par les vainqueurs.

Il n'existait pas, semble-t-il, de plan préétabli destiné à régler le sort du Proche-Orient de l'après-guerre. Par conséquent, pour discerner les contours futurs de la paix, il n'existe qu'une solution : se référer à l'évolution des pays de la zone, et mettre en regard de cette évolution les aspirations — plus ou moins réalistes — des différents protagonistes.

Le Moyen-Orient à la veille du 2 août

Pour la première fois depuis longtemps, l'ensemble de la région connaissait une période de calme et de progrès économique. L'apaisement des tensions s'était manifesté par la fin de la guerre Iran-Irak, en 1988, après huit ans de combats acharnés; puis par la fin du conflit libanais, avec les accords de Taëf, en 1989, après 15 ans d'affrontements sanglants. Ce retour au calme s'inscrivait dans un environnement mondial favorable.

* Chercheur au CNRS; ancien directeur du Centre d'Études et de Recherches sur le Moyen-Orient contemporain. Auteur, entre autres publications, de: *Le Soudan contemporain*, Karthala, 1989; *La Jordanie*, Karthala, 1991 (à paraître).



3 000193

2 POLITIQUE INTERNATIONALE

En URSS, Gorbatchev semblait vouloir mener à bien la perestroïka, retirait ses troupes d'Afghanistan et privait de son soutien idéologique et militaire des régimes amis, tels ceux de la Syrie, de la Libye ou du Sud-Yémen. Quant aux États-Unis, la nouvelle Administration républicaine, réservée à l'égard de la politique menée par le gouvernement Shamir en Israël, poursuivait, à Tunis, les contacts établis avec l'OLP.

Sur le plan économique, après la retombée des booms pétroliers de 1974 et 1979, la fin des années 80 était marquée par un assainissement et une remise en ordre salutaires. La prospérité engendrée par la manne pétrolière se diffusait jusqu'au fond des campagnes déshéritées. Les pays producteurs, désormais dotés d'infrastructures et de cadres autochtones, revenaient à plus de prudence et de raison dans leur gestion, instruits par des incidents financiers comme le krach du souk Al-Manakh à Koweït en 1982 (1). Ailleurs, les désordres créés par l'afflux des pétro-dollars étaient jugulés, comme en Égypte avec la mise au pas du groupe financier Al-Rayan (2).

Des tentatives réalistes de rapprochement régional voyaient le jour. Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) — fondé en 1981 par l'Arabie saoudite et les Émirats pour contrer la menace khomeiniste et permettre à ses membres de rester à l'écart du conflit Iran-Irak — était devenu un organisme de coopération et d'intégration économique régionale efficace. Au Maghreb, l'Union du Maghreb arabe (UMA) se fixait des objectifs économiques qui paraissaient en mesure d'instaurer des relations de bon voisinage durables entre les partenaires.

Même si le Conseil de coopération arabe (CCA), initié en 1989 par le roi Hussein de Jordanie et regroupant l'Égypte, le Yémen du Nord, la Jordanie et l'Irak, ne trompait pas grand monde étant donné son caractère artificiel, il témoignait, lui aussi, d'une atmosphère de coopération nouvelle dans la région. Les deux Yémen, enfin, séparés depuis plus d'un siècle, se réunissaient de façon équilibrée et harmonieuse.

La détente se faisait également sentir à l'intérieur des États de la zone, avec la libéralisation des économies jusqu'alors étatisées, l'appel aux investissements étrangers, l'encouragement à l'initiative privée des migrants de retour avec un pécule. A des degrés divers, les systèmes politiques se libéralisaient eux aussi : l'exemple le plus achevé a été l'évolution rapide de la Jordanie, qui aboutit à des élections parlementaires libres en novembre 1989, pour la première fois depuis 1957. La Syrie et l'Égypte ont tenu leurs propres élections cette même année,

entièrement truquées comme à l'habitude; mais l'opinion semblait impatiente de s'exprimer plus librement et de vouloir prendre l'exemple jordanien comme modèle. Même en Irak, Saddam Hussein avait cru nécessaire de sacrifier à l'air du temps et de laisser entendre qu'il pourrait autoriser les partis politiques. Au Koweït, l'opinion libérale réclamait avec insistance, à partir de 1989, au cours des *diwanis* traditionnelles (3), le rétablissement du Parlement supprimé en 1986. Finalement, l'émir Jaber avait été obligé de concéder l'élection d'un Parlement-croupion; mais cette semi-victoire n'avait satisfait personne.

L'Orient arabe était ainsi, à la veille de l'invasion du Koweït, en plein « travail » : les forces internes nées de l'enrichissement pétrolier, des efforts d'éducation et de l'émigration se conjuguèrent avec un environnement international favorable pour faire évoluer les régimes vers plus de représentativité et de liberté.

L'éclatement du monde arabe

L'invasion du Koweït a provoqué l'éclatement du monde arabe. Sa première conséquence fut que les enceintes où pouvait s'élaborer une politique ont été réduites au silence. L'OPEP, par exemple, où les pays arabes représentent la majorité, et dont les réunions étaient préparées par celles de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole, n'a plus voix au chapitre en ce qui concerne la fixation des cours, les quotas n'étant pas respectés. C'est là une première victoire des États-Unis et des pays consommateurs, même si la politique de prix de l'OPEP reflétait déjà largement leurs intérêts à travers les voix prépondérantes de l'Arabie saoudite et du Koweït.

La Ligue arabe — malmenée par l'expulsion de l'Égypte après Camp David, puis par le transfert de son siège de Tunis au Caire — a été définitivement anéantie par le vote des sanctions contre l'Irak, en août 1990 (14 voix pour, 7 voix contre). Disparaissait ainsi un forum qui, en dépit de ses insuffisances, permettait l'organisation régulière de sommets et maintenait des liens entre les chefs d'État de la région, par-dessus leurs divergences idéologiques.

L'Organisation de la conférence islamique (OCI), dont le siège est à Jeddah, déborde, comme l'OPEP, du cadre strictement arabe. Elle avait joué un rôle important dans le conflit

5 000195

4 POLITIQUE INTERNATIONALE

Irak-Iran, condamnant à plusieurs reprises les troubles fomentés par l'Iran pour perturber le bon déroulement du pèlerinage de La Mecque (4). Mais l'OCI est restée étrangement discrète dans la crise récente. Largement financée par les Saoudiens, elle ne s'est pas révélée en mesure de réunir les musulmans du monde entier pour condamner l'agression commise par Saddam Hussein, et encore moins pour soutenir l'engagement saoudien aux côtés de l'Occident.

La disparition de ces trois instruments de régulation et de coopération dans la région laisse le champ libre aux ambitions ultérieures de tel ou tel pouvoir national. Elle impose aux Alliés d'assurer désormais directement la résolution des conflits locaux. D'autant plus que les autres institutions susceptibles de favoriser l'union régionale se trouvent, elles aussi, mises à mal.

Le Conseil de coopération arabe (CCA) a volé en éclats dès le début de la crise, l'Égypte se rangeant immédiatement dans le camp américain. Le Conseil de coopération du Golfe, dont faisait partie le Koweït, a fait la preuve de son incapacité à assumer seul la défense d'un de ses membres victime d'une agression, en dépit des centaines de milliards de dollars investis dans les achats d'armements. L'Arabie saoudite, en particulier, n'a pas pu jouer son rôle de protecteur du Golfe face aux appétits iraniens ou irakiens.

Cette atomisation du monde arabe appelle la mise en place, ou le renforcement, de tutelles extérieures pour éviter que la région ne devienne le champ de troubles déstabilisateurs menaçant les intérêts vitaux des puissances occidentales.

Quel sort pour l'Irak ?

Le but premier de la coalition alliée était de détruire la puissance militaire de l'Irak. Par la voix de leur Président, les États-Unis y ont ajouté la chute de Saddam Hussein. Dès le mois d'août 1990, à Ankara et à Téhéran, il a été ouvertement question de l'éventuel démembrement de l'Irak à l'issue de la crise. Des consultations ont même eu lieu à ce sujet entre les deux capitales (5). Cette solution aurait, certes, la faveur d'Israël, qui souhaite qu'à son image, tous les pays de la zone soient recomposés sur des bases religieuses ou communautaires — ce qui assurerait son insertion dans le paysage régional sans lui imposer le moindre changement de nature. De plus, elle présenterait l'intérêt d'empêcher l'Irak de redevenir une force

menaçante et de renforcer considérablement le potentiel stratégique et économique de ses voisins : le pétrole de Kirkouk, au nord, irait à la Turquie; les gisements de Roumaïlah, au sud, reviendraient à un éventuel État-croupion détaché de l'Irak et inféodé à l'Iran; l'Irak ne subsistant que dans sa partie médiane, autour de Bagdad, sans autre potentiel qu'agricole.

Mais les obstacles à la réalisation d'un tel projet paraissent insurmontables. Tout d'abord, quel pays arabe pourrait tolérer une telle montée en puissance de ces deux voisins, à l'issue d'une guerre qu'ils n'ont pas faite? L'Irak apparaîtra au contraire dans le monde arabe comme un contrepoids nécessaire face aux Turcs et aux Iraniens. Les pays arabes de la coalition s'efforceront d'empêcher son éclatement ou son dépeçage.

Par ailleurs, les risques d'éclatement interne sont plus faibles qu'il n'y paraît, malgré les troubles récents : les principales forces d'opposition au régime de Saddam Hussein, qu'il s'agisse des Kurdes au nord ou des chiites au sud, n'ont pas pour objectif le démembrement du pays. Se considérant comme citoyens irakiens, ils luttent au contraire pour une plus grande participation au pouvoir central et pour la reconnaissance de leurs droits spécifiques : l'autonomie de la région kurde d'une part, avec un véritable respect de ses droits culturels et une maîtrise de ses richesses locales; et, d'autre part, l'islamisation du code juridique et social de la population chiite du sud.

L'Iran souhaite donc la stabilisation d'un Irak affaibli où la majorité chiite obtiendrait une voix prépondérante et alignerait le pays sur les positions de Téhéran. Ce nouvel Irak permettrait à Téhéran de briser la barrière qui le sépare du monde arabe et d'y faire peser son influence d'une manière moins contestable que la façon dont il avait exercé, sous Khomeiny, sa mainmise sur le mouvement chiite libanais.

Cette perspective a de quoi inquiéter les monarchies de la rive sud du Golfe qui ont sous leur coupe d'importantes minorités chiites de souche arabe — voire une large majorité comme à Bahrein.

La Turquie, de son côté, rêve de récupérer l'ancien « vilayet » de Mossoul (6) qui lui a été arraché par la Grande-Bretagne en 1922. Dans un discours tenu en septembre 1990 devant le Parlement turc, le président Turgut Özal a clairement manifesté ses ambitions : « S'il y a une meilleure place pour nous sur terre, nous devons la saisir », avait-il déclaré. Quelle meilleure place à occuper pour une Turquie en pleine industria-

lisation, mais pauvre en pétrole, que ce nord de l'Irak riche en or noir?

Mais l'appartenance de cette région à l'ensemble kurde doit inciter le gouvernement turc à la prudence. Les 4,5 millions de Kurdes irakiens sont en effervescence depuis plus de vingt ans; ils se battent dans le cadre irakien, pour qu'y soient appliqués les droits qui leur sont déjà reconnus par la Constitution. En Turquie — où ils sont près de 10 millions —, l'État nie, depuis Atatürk, leur existence en tant que communauté de langue, de culture et d'origine ethnique différentes. La contagion du mouvement kurde irakien pourrait bien les gagner et renforcer le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe d'opposition armé de plus en plus actif dans les montagnes du sud-est. Ankara suit donc avec inquiétude les événements qui se déroulent à sa frontière sud: si le Kurdistan devait se détacher de l'Irak, ou même simplement si la guérilla kurde devait conserver un potentiel militaire important, nul doute que la Turquie coopérerait avec l'armée irakienne pour réduire la rébellion. Mais revendiquer la province du nord de l'Irak au nom des droits historiques turcs rappellerait trop le précédent de Saddam Hussein au Koweït; et s'emparer par la force des champs pétrolifères de Kirkouk est désormais inconcevable.

Du point de vue des Kurdes eux-mêmes, l'accession à l'indépendance n'est plus un objectif affiché. Même si des mouvements de libération armés existent dans les trois pays (Iran, Irak et Turquie), aucun d'entre eux ne lutte pour autre chose que la reconnaissance des droits des Kurdes au sein des États existants. C'est en Irak qu'elle est la plus avancée, de façon théorique du moins. La Constitution de 1970 stipule dans son article premier: « Le peuple irakien est constitué de deux nations principales, la nation arabe et la nation kurde. » Cela dit, bien qu'une région autonome du Kurdistan ait été créée en Irak, avec son gouvernement, son Parlement, sa radio, sa presse, son université et ses écoles en langue kurde, le traitement dont ont été victimes les Kurdes depuis vingt ans est rien moins que barbare (7). Mais il faut avoir conscience qu'il n'est pas différent de celui qu'ont subi les Arabes de l'opposition irakienne: c'est dans la mesure où les Kurdes représentaient une menace militaire et politique qu'ils ont été sauvagement réprimés, non parce qu'ils étaient kurdes. De plus, la condition des Kurdes d'Irak sur le plan institutionnel doit être comparée avec celle de leurs frères de Syrie, d'Iran et de Turquie.

En Syrie, où vivent plusieurs centaines de milliers de Kurdes, règne un jacobinisme aussi virulent que celui à l'honneur en France sous la Révolution : arabisation, interdiction d'enseigner la langue kurde, déplacements forcés de populations. Si, en Iran, l'existence des Kurdes est reconnue, c'est parce que, de manière mythique, on les assimile à des cousins proches, héritiers des Mèdes dont l'histoire fut intimement mêlée à celle des Perses dès l'Antiquité : puisqu'on les tient pour co-fondateurs de la nation iranienne, on estime n'avoir aucune autonomie à leur accorder... En Turquie, les Kurdes sont considérés comme des « Turcs des montagnes », contre toute vérité historique, anthropologique ou linguistique (8). Malgré de récentes et symboliques mesures leur accordant le droit de parler leur langue, on est encore loin de reconnaître qu'un citoyen turc sur cinq n'appartient ni de près ni de loin à la descendance des tribus ottomanes.

Les forces centrifuges internes à l'Irak paraissent d'autant moins vigoureuses que, depuis 1968, le régime baassiste a fait porter tous ses efforts sur l'intégration nationale. La modernisation et l'industrialisation ont bouleversé les anciennes structures sociales, marquées par le mode de vie rural et le compartimentage des identités ethniques ou religieuses. L'éducation généralisée, le développement de couches moyennes de techniciens ou d'ingénieurs et l'urbanisation ont partiellement réussi à créer une loyauté à l'égard de l'État irakien, par-delà les anciennes allégeances.

L'après-Saddam

L'Irak restera donc probablement indivis. Mais quelle puissance détiendra-t-il encore ? Quel type de régime aura-t-il ?

L'Irak est le seul État arabe doté à la fois d'importantes ressources pétrolières, d'un terroir fertile arrosé par deux fleuves abondants et d'une population nombreuse et industrielle. Quelle que soit l'ampleur des destructions dont il a souffert, il disposera d'atouts puissants pour recouvrer un niveau de prospérité enviable, surtout si les régimes de la péninsule arabe acceptent de financer sa reconstruction. Ce serait leur intérêt, afin que la paix ne soit pas un Diktat lourd de rancœurs et de revanches remâchées. De même, il serait souhaitable que le Koweït accepte de concéder à l'Irak un bail sur les deux îles de Boubiyan et de Warbah que Bagdad

réclamait pour échapper à l'asphyxie de son commerce maritime.

Quant aux forces politiques connues susceptibles de succéder à Saddam Hussein, elles se divisent en deux grands courants : les mouvements laïcs et les mouvements d'inspiration islamiste, sunnites ou chiïtes.

Les premiers — communistes, baassistes ou progressistes kurdes — ont connu leur heure de gloire depuis la révolution de 1958 qui instaura la République jusqu'à l'instauration de la dictature de Saddam Hussein durant les années 70. Aujourd'hui, décimés par la répression, sans soutiens extérieurs ni réelle popularité à l'intérieur, ils tentent de faire entendre leur voix depuis leur exil syrien. Mais ils n'ont, jusqu'à présent, éveillé qu'une attention polie à Riyad où ils se sont efforcés d'obtenir des subsides. Il est fort douteux que les monarchies pétrolières et, a fortiori, les alliés occidentaux de la coalition soient intéressés à remettre en selle des dirigeants dont l'idéologie est si éloignée de leurs vues. Il n'en est pas moins probable que la société irakienne a été, au cours de ces trente dernières années, travaillée en profondeur par ces divers courants et que cette influence laïque et moderniste demeurera forte dans les couches moyennes techniciennes qui assurent le fonctionnement de l'administration, du secteur public et de l'industrie lourde.

Quant aux religieux, — Arabes sunnites, Arabes chiïtes et Kurdes sunnites —, ils s'appuient sur le fonds culturel traditionnel. Les islamistes chiïtes se regroupent au sein de deux partis : le Hizb al-Da'wa (parti de l'Appel) et le Hizb al-Amal (parti de l'Action). Fondé en 1952, le Hizb al-Da'wa s'est replié en Iran lors de la récente guerre entre ce pays et l'Irak. Son chef, l'hodjatoleslam (9) Mohamed Bakr al-Hakim, préside l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (SAIRI). Basé à Téhéran, ce mouvement coordonne, depuis la guerre Iran-Irak, l'ensemble des organisations chiïtes irakiennes. Les Al-Hakim, l'une des plus prestigieuses familles chiïtes d'Irak, ont terriblement souffert de la répression. Fils de l'ayatollah Sayed Mohsen al-Hakim — le chef spirituel du clergé chiïte irakien décédé en 1970 —, l'hodjatoleslam Mohamed Bakr et son frère l'hodjatoleslam Abdelaziz ont fui en Iran après que dix-huit membres de leur famille eurent été assassinés; par la suite, quatre-vingt-dix de leurs parents ont encore été arrêtés et pris en otages pour les contraindre de cesser leurs activités contre le pouvoir. Un grand nombre ont été torturés et exécutés pendant les années 80. Le mouvement Hizb al-Amal,

dirigé par le cheikh Takieddine al-Moudarrissi, fait partie de la SAIRI. Soutenu par la Syrie, il est plus actif à l'étranger qu'à l'intérieur. Quant au Hizb al-Da'wa, il prétend disposer de milliers de partisans armés dans le sud de l'Irak; aidé discrètement par l'Iran, il ne fait pas de doute qu'il a joué un rôle important dans le mouvement de révolte populaire qui s'est emparé du sud du pays au début du mois de mars.

Les sunnites sont soutenus, eux, par les monarchies pétrolières conservatrices, au premier rang desquelles l'Arabie saoudite. Les Frères musulmans en sont la première organisation. Cette dernière, fondée au début des années 50 en liaison avec son homologue égyptienne, est aujourd'hui implantée dans l'armée et a des relations aussi bien avec le mouvement islamiste kurde qu'avec les maquisards afghans.

Le Parti islamiste, né d'une scission des Frères musulmans au début des années 60, fait primer le politique sur le religieux. Il comprend des partisans de l'action violente, comme le cheikh Salah Serria qui avait pris part à la tentative avortée d'assassinat d'Anouar el Sadate à l'Académie militaire d'Héliopolis en 1972. Le dirigeant actuel du Parti est maître Mohamed al-Alaoui, conseiller juridique auprès du gouvernement saoudien. Enfin, existe également un Parti de la Libération islamique qui prône depuis longtemps le renversement de Saddam Hussein par un coup d'État militaire; mais il recrute surtout chez les intellectuels installés à l'étranger.

Le Mouvement islamiste kurde a payé un lourd tribut à la répression, à la fois comme Kurde et comme islamiste. Ses leaders sont installés à Sanandaj, au Kurdistan iranien, depuis le bombardement chimique de la ville irakienne de Halabja en mars 1988. Cheikh Ali, le guide spirituel du groupe, était le chef des oulémas de Halabja; son frère, Osman, étant le dirigeant politique du mouvement. Les islamistes kurdes, accueillis à Riyad au début de la crise, bénéficient désormais de l'aide financière de l'Arabie saoudite. Mais, en contrepartie, cette dernière leur interdit d'établir des liens avec les autres mouvements kurdes laïcisans comme le Parti populaire démocratique du Kurdistan, l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, ou le Parti socialiste du Kurdistan-Irak.

Les forces islamistes sont donc nombreuses mais divisées. Il est peu probable qu'elles parviennent à s'unir ou que l'une d'elles réussisse à s'emparer seule du pouvoir. Mais il est certain que leur influence se fera grandement sentir. Devant la situation de l'opposition, et le peu de compatibilité entre les

11 000201

10 POLITIQUE INTERNATIONALE

positions de cette dernière et celles de l'Administration américaine, force est d'imaginer que la relève aura un caractère moins engagé, plus technocratique dans un premier temps; et qu'elle pourrait surgir des cadres du Parti Baas ou d'officiers de l'armée. L'exemple récent de la chute de Ceausescu donne une indication sur la transition à venir. S'il semble utopique d'attendre que surgisse un Adenauer irakien, on peut imaginer que soit choisi dans l'armée un officier du type Zia Ul Haq, mais qui serait sous le contrôle étroit des forces qui auraient contribué, les armes à la main, à faire tomber Saddam Hussein.

Quel avenir pour le Moyen-Orient?

Le Koweït libéré sera reconstruit. Sans doute, répétons-le, vaudrait-il mieux pour la stabilité future qu'il concède ou loue à l'Irak les deux îles de Warbah et Boubiyan; et que l'exploitation du gisement de Roumaïlah (10), situé en territoire contesté, soit réglementée par une formule équilibrée. Sans doute, également, certaines dettes irakiennes devront-elles être effacées et, peut-être, des prêts consentis pour la reconstruction de l'agresseur.

Le Koweït perdra probablement sa spécificité historique. Sur le plan diplomatique, il ne sera plus le seul pays ouvert largement sur le monde: l'URSS a désormais portes ouvertes dans toute la région. Les Palestiniens ne pourront pas revenir en nombre et ne joueront plus dans l'émirat le rôle dynamisant qui fut le leur pendant quatre décennies. En revanche, les Koweïtiens obtiendront, à tout le moins, une monarchie constitutionnelle, peut-être même plus démocratique que dans les pays voisins.

Mais le Koweït est avant tout une entreprise financière: il a survécu à Londres, et poursuivi ses activités durant toute la crise. Il continuera à fonctionner de cette manière, tout en voyant son autonomie politique considérablement réduite. La question est de savoir si la Grande-Bretagne, puissance tutélaire traditionnelle dont l'économie et la monnaie reposent largement sur les richesses du Koweït, arrivera encore à se faire entendre de l'Amérique pour orienter les destinées de l'émirat.

Arabie : naissance d'une nation?

L'Arabie saoudite connaîtra des lendemains difficiles. Sur le plan politique, son incapacité à assumer son rôle de protectrice des Émirats du Golfe au sein du CCG est apparue clairement. Face à un Iran qui remonte rapidement en puissance — et dont l'influence se fera sentir fortement sur la région du Golfe où les populations chiites sont toujours très revendicatrices —, l'Arabie ne peut pas souhaiter l'écrasement de l'Irak. Sa stratégie devra donc viser à établir de bonnes relations tant avec Téhéran qu'avec Bagdad pour la stabilité du Golfe, sous le contrôle suprême des Alliés qui conserveront une présence militaire importante, maritime mais aussi terrestre. D'autant que la légitimité de l'Arabie saoudite comme « gardienne des Lieux saints » est vivement contestée. Cette fonction sacrée impose, certes, au Royaume, de rester pur de toute souillure impie, mais surtout de garder de bonnes relations avec toutes les composantes de la communauté islamique et d'être, en quelque sorte, une ONU de l'Oumma (11). Autre raison pour ne pas souhaiter l'écrasement de l'Irak et l'humiliation des peuples arabes qui le soutiennent; pour réaffirmer la nécessité de régler la question palestinienne, y compris le statut de Jérusalem; et pour trouver un modus vivendi satisfaisant avec l'Iran et la nébuleuse chiite.

Il restera enfin à l'Arabie à faire accepter sa richesse, alors même que l'immigration inter-arabe, qui jouait un rôle redistributeur, est appelée à se réduire pour deux raisons : le développement des cadres locaux, d'une part; et, d'autre part, le danger revendicatif, voire révolutionnaire, que représentent les milliers de travailleurs et de cadres palestiniens, égyptiens, libanais et syriens dans les pays du Golfe. L'Arabie et les Émirats devront donc payer pour aider au développement des pays frères moins favorisés.

Au fond, cette guerre aura été une terrible mais bénéfique épreuve pour le Royaume saoudien : elle aura accéléré un phénomène de prise de conscience et de naissance d'un sentiment national. Confrontés au colossal débarquement de l'Occident, les Saoudiens sont conduits à s'interroger sur ce qu'ils sont vis-à-vis du monde arabo-islamique, au-delà de l'identité que leur confèrent leurs origines wahhabites et saoudiennes (12).

13 000203

12 POLITIQUE INTERNATIONALE

La Turquie entre Orient et Occident

En seconde ligne dans ce conflit, mais concernée par l'avenir de la région, la Turquie s'est engagée activement contre l'Irak en verrouillant sa frontière nord et en mettant ses bases à la disposition de l'aviation américaine. Pays musulman laïc qui a noué très tôt des relations avec l'État hébreu, la Turquie est une puissance économique et démographique en croissance rapide. Ses dirigeants, selon le vœu des milieux d'affaires, ont pour objectif l'amarrage de leur pays à l'Europe et demandent depuis longtemps son entrée dans la CEE.

Cette option reviendrait à renoncer à jouer un rôle politique en Orient arabe, où la Turquie peut se prévaloir de l'héritage de quatre siècles de domination ottomane. Ce choix stratégique peut encore être remis en question : par les milieux économiques, pour lesquels le monde arabe est devenu, au cours des années 80, un marché très attractif; par les milieux islamistes aussi, qui contestent l'héritage laïc d'Atatürk et rêvent du rétablissement du Califat, aboli en 1924 (13). Enfin, le prix à payer pour entrer dans la communauté occidentale sera lourd : Ankara devra accomplir des progrès dans la démocratie et le multipartisme, encore fragiles, accorder des droits spécifiques aux Kurdes (10 millions sur les 55 millions d'habitants que compte aujourd'hui la République turque), et reconnaître le génocide du peuple arménien.

Tous ces éléments conduisent à une valse-hésitation de la Turquie devant l'Occident, compliquée par l'évolution de l'URSS. Gardienne des Dardanelles, du flanc sud-est de l'OTAN et des frontières avec la Géorgie et l'Arménie soviétiques, la valeur stratégique de la Turquie pour l'Occident était immense; elle est aujourd'hui réduite. Ankara doit imaginer de nouveaux rapports avec l'URSS et les Républiques soviétiques voisines. Perspective grevée par d'importants contentieux historiques, mais aussi annonciatrice d'une réactivation des relations de la Turquie avec son berceau oriental.

La Turquie regardera de plus en plus vers le sud-est. Non pour s'emparer du pétrole de Kirkouk, mais parce qu'elle évacue le pétrole irakien par l'oléoduc de Dörtyol (14); parce qu'elle doit résoudre la question kurde de concert avec ses voisins iranien et irakien; et parce qu'elle est le château d'eau de voisins arabes assoiffés. Avec le Tigre et l'Euphrate, elle détient la clé de la survie de la Syrie et de l'Irak, comme l'a bien montré l'émoi de ces pays lors de la mise en eau, il y a

deux ans, du barrage Atatürk sur le haut Euphrate (15). En ce domaine, l'influence indirecte de la Turquie s'étend plus loin : vers le Koweït, si celui-ci devait être alimenté en eau par le Chatt al-Arab, comme c'était le cas jusqu'au milieu du xx^e siècle (16); vers la Jordanie, si elle devait un jour, comme il en est question, être alimentée par un aqueduc venant de l'Euphrate; et vers Israël qui, dès aujourd'hui, importe de l'eau de Turquie par bateaux-citernes, du port de Mersin à celui de Haïfa.

La Turquie n'a pas encore décidé de faire jouer à plein son pouvoir sur la région, mais elle pourra désormais difficilement éviter d'être mêlée à ses problèmes et à leur solution.

Syrie, Irak-bis?

La Syrie, sœur ennemie de l'Irak, semble la plus à même de tirer profit de la défaite de Saddam Hussein. Sa participation à l'effort de guerre allié lui a acquis les bonnes grâces de l'Occident, en dépit de la rudesse de sa politique passée : terrorisme, expulsion des Occidentaux du Liban, etc.

Pourtant, l'intervention directe des forces occidentales dans la région et leur maintien après la guerre sonnent le glas de ses ambitions régionales. L'Amérique et l'Europe — qui s'étaient satisfaites de trouver en Hafez el-Assad un homme fort, capable de stabiliser la situation libanaise et de contenir l'OLP de Yasser Arafat — n'auront plus de raison d'avoir recours à cet intermédiaire difficilement contrôlable. La pacification de la région ne se fera qu'au prix de la domestication des trublions, au nombre desquels figure la Syrie.

Certes, celle-ci pourrait rester au Liban, où elle a été appelée en 1976 et où son armée a réussi à faire régner l'ordre, au bénéfice de tous, y compris d'Israël. Les accords de Taëf — cadre légal bien artificiel du retour à la paix et à un nouvel équilibre interne au Liban — devraient être respectés. La Syrie pourrait pérenniser ainsi son droit de regard dans les affaires libanaises. Mais, pour continuer à ronger en paix l'os libanais et à enrichir ses chefs militaires par des trafics de toutes sortes (contrebande, traitement de la drogue-base produite dans la Bekaa, narcotrafic, etc.), la Syrie doit faire son deuil, provisoirement, du contrôle de la Résistance palestinienne et de la Jordanie. Elle a d'ailleurs échoué sur les deux tableaux, aussi bien vis-à-vis du roi Hussein, aujourd'hui unanimement accepté par son peuple, que de Yasser Arafat qu'elle n'a pu faire renverser devant les instances palestiniennes d'Alger ni faire

assassiner dans le piège de Tripoli, en 1986. L'exemple de la punition de l'Irak devrait, d'ailleurs, en bonne logique, lui interdire toute intervention brutale contre ses voisins.

Il ne reste donc à la Syrie qu'à s'entendre avec Israël pour délimiter les zones d'action des deux puissances et éliminer des risques de confrontation que les deux parties s'efforcent, depuis longtemps, d'éviter. Déjà, à la suite de la guerre d'octobre 1973, les navettes d'Henry Kissinger entre Damas et Jérusalem avaient abouti aux accords de désengagement sur le Golan. La Syrie avait obtenu la récupération des ruines de Kuneitra (17), mais n'avait pu aller jusqu'au traité de paix, Sadate ayant fait cavalier seul pour récupérer le Sinaï, en échange du traité israélo-égyptien de 1979. En 1976, après l'entrée des troupes syriennes au Liban, une ligne rouge avait été tracée pour fixer d'un commun accord les limites à ne pas franchir par les Syriens dans la Bekaa, où ils avaient installé des rampes de missiles anti-aériens, et dans le Sud-Liban (limite du fleuve Litani), où Israël devait conserver le contrôle des airs, de la mer et de la bande frontalière. Il était également entendu que l'intérêt des deux parties était d'anéantir la résistance armée palestinienne dans le Fatahland et à Beyrouth.

L'ennemi commun palestinien étant désormais jugulé, une paix israélo-syrienne est à l'ordre du jour. Pour être acceptable par l'opinion syrienne et arabe, il faudrait qu'elle s'assortisse d'un retrait israélien du Golan et du Sud-Liban, contre la garantie du maintien de la paix sur ces deux frontières. Mais elle laisserait la question palestinienne entière, et serait donc peu crédible sans une autre négociation parallèle, internationale, sur ce problème.

La citadelle Israël et ses voisins

Israël devrait être, à première vue, l'autre grand vainqueur de cette guerre. Sans avoir eu à engager ses propres troupes, au prix seulement de quelques victimes civiles, il aura réussi à obtenir de l'Occident l'élimination de son dernier ennemi, l'Irak, qui aura entraîné dans sa chute l'OLP et Yasser Arafat.

En fait, cette « victoire » ouvrira pour Israël une ère nouvelle lourde d'incertitudes. Certes, l'Irak sera diminué, et sa menace atomique et chimique écartée; mais il subsistera en tant qu'État avec des ressources naturelles et humaines considérables. Par ailleurs, cette guerre démontre que, désormais, Israël n'est plus indispensable à la politique américaine dans la

région. En effet, depuis l'origine, Israël a eu pour rôle de contrer l'influence soviétique au Moyen-Orient, en particulier d'empêcher que Moscou ne mette la main sur les sources du pétrole de l'Occident. Depuis la perestroïka, l'URSS a cessé de soutenir nombre de régimes alliés ou vassaux : Syrie, Sud-Yémen, Libye, tandis que d'autres, comme l'Égypte ou l'Irak, s'étaient éloignés d'eux-mêmes. L'URSS a encouragé la fusion entre les deux Yémen, au risque de perdre la base navale stratégique d'Aden sur l'océan Indien; elle a refusé de fournir davantage d'armes à la Syrie et lui réclame avec insistance le règlement de 15 milliards de dollars de dettes militaires, ce qui anéantit les rêves syriens de parité stratégique avec Israël. La menace soviétique étant écartée, Israël perd beaucoup d'intérêt pour la stratégie américaine.

D'autre part, la guerre actuelle a également montré qu'il est impossible de faire appel à l'armée israélienne pour maintenir l'ordre dans la région, en raison de l'impossibilité pour les régimes arabes modérés d'accepter sa collaboration. Ainsi, la politique israélienne risque d'entrer en opposition avec le désir américain et occidental de réduire le dangereux foyer de tension qu'est le Moyen-Orient.

La stratégie de Tel Aviv — de plus en plus nettement au fil des années — consiste à s'enfermer dans la logique de la forteresse. Non pas forteresse assiégée, comme le voudrait le fameux « complexe de Massada » (18), mais forteresse conquérante, dont la nature et la limite des ambitions sont mal connues. Il est vrai qu'Israël réclame avant tout la reconnaissance de son droit à l'existence et à des frontières « sûres et reconnues ». Mais, depuis 1948, aucun dirigeant israélien ne s'est risqué à définir les frontières idéales et définitives que devrait accepter l'État hébreu. Sûr de sa puissance et se prévalant du refus des États de le reconnaître, Israël se garde de prendre les devants.

Aujourd'hui, la paix achoppe sur le sort de la Cisjordanie occupée : encore peuplée de plus de 900 000 Palestiniens, elle est secouée depuis trois ans par l'Intifada et se rebelle tenacement contre son annexion rampante. En effet, cette terre fertile et bien arrosée, ce pays de collines verdoyantes, dominant la plaine côtière entre la Galilée et le désert du Néguev, a une importance stratégique : son annexion donnerait à Israël une profondeur, un espace vital, un semblant de frontière naturelle à l'est, sur le Jourdain; et, surtout, peut-être, un coup de fouet qui ferait de l'État juif, encore dépendant du cordon ombilical

américain, un pays économiquement viable. En comparaison, le chaudron surchauffé de Gaza — où sont entassés depuis 1948 des centaines de milliers de réfugiés (650 000 habitants aujourd'hui), abandonnés de tous et exaspérés — est sans intérêt pour Israël.

Mais bien que la Cisjordanie soit tentante, elle reste une proie difficile à avaler pour différentes raisons : si l'Occident s'est, jusqu'à présent, montré indulgent envers l'occupation israélienne, celle-ci est néanmoins sous haute surveillance, y compris de la part de l'Administration américaine. Les réactions des pays arabes ne peuvent être ignorées; leur pression y pourra que s'accroître. Enfin, pratiquement, le problème le plus difficile à résoudre est celui de l'expulsion des Palestiniens. Certes, déjà la Cisjordanie se vide inexorablement de ses forces vives. La répression, le couvre-feu, la fermeture des écoles et des universités, l'arrachage des plantations d'oliviers et d'arbres fruitiers, le comblement des puits, le dynamitage des maisons ont pour résultat de pousser les Palestiniens — en particulier les plus jeunes et les plus instruits — à quitter leur pays. Mais cette méthode est trop lente, et la croissance démographique de ceux qui restent en compromet l'issue, comme en témoigne la combativité des gamins de l'Intifada.

Quel sort pour les Palestiniens?

La seule solution efficace serait donc, comme en 1948 et en 1967, un refoulement massif vers la Jordanie voisine. Déjà plus de la moitié de la population du royaume hachémite est d'origine palestinienne; et, pour l'extrême-droite israélienne, menée par le général Ariel Sharon, ministre du Logement, « l'État palestinien existe déjà : c'est la Jordanie ». Cette thèse, hier considérée comme choquante, est aujourd'hui admise par une majorité de l'opinion juive. Sa bonne conscience, minée par l'Intifada, serait soulagée par l'évacuation du problème. L'opinion se rend compte, également, de l'impossibilité de trouver dans les territoires occupés des collaborateurs crédibles.

Ce scénario a permis, depuis 1967, l'installation de plus de 100 000 colons juifs en Cisjordanie. Il contredit nettement l'option défendue par le Parti travailliste : dialoguer avec les Palestiniens dans la perspective de leur concéder une certaine autonomie administrative. Mais il semble que l'afflux des Juifs d'Union soviétique ait fait brutalement pencher la balance en faveur de l'annexion.

Un tel « règlement » de la question palestinienne paraît, cependant, peu réaliste et montrerait à quel point Israël se serait dangereusement déconnecté de son environnement régional. Compte tenu de ses ressources, la Jordanie serait incapable d'absorber un million de réfugiés supplémentaires. Pays aride et sans pétrole, elle en a déjà absorbé 400 000 en 1948, et 300 000 en 1967; elle est aujourd'hui aux limites extrêmes de ses capacités d'accueil. Sur le plan politique et moral, certains Jordaniens de souche — bédouins du désert arabe, villageois des montagnes arrosées du nord-ouest — se sentent, certes, proches et solidaires des Palestiniens, mais s'identifient à l'État jordanien. Devenir les sujets d'un « État palestinien » serait loin de les satisfaire...

En Jordanie, les Palestiniens représentent aujourd'hui 50 à 60 % de la population. Une majorité d'entre eux ont accepté la nationalité du pays. Aucun, cependant, ni en Jordanie ni ailleurs dans la diaspora, ne s'est assimilé au point d'abandonner l'espoir de revoir sa terre natale et d'obtenir, un jour, la citoyenneté palestinienne. Aucune patrie de substitution ne viendra jamais effacer cette attente, et le peuple juif devrait le savoir mieux qu'aucun autre.

L'idée d'annexer les territoires occupés et de transformer la Jordanie en un réservoir de main-d'œuvre à bon marché pour l'économie israélienne, type homeland ou Bantoustan, sera très difficile à inscrire dans la réalité. Le regain de tension qui en résulterait dans la région, ravivant les menaces qui pèsent sur les États arabes, pourrait déboucher sur un dérapage du désespoir incontrôlable par l'Occident et les régimes arabes modérés et nantis. Les États-Unis seront, de plus en plus, amenés à s'opposer aux visées israéliennes dans la région, dans la mesure où elles mettraient en danger sa stabilisation.

Celle-ci passe d'abord — tous les protagonistes de la scène moyen-orientale en conviennent — par le règlement de la question palestinienne. C'est aux Palestiniens, et à eux seuls, qu'il revient de reconnaître à Israël le droit d'occuper leurs terres, leurs maisons et de cultiver leurs champs. Or les Palestiniens sont, de tous les Arabes, les seuls à avoir une connaissance intime du mouvement sioniste. Il y a plus d'un siècle qu'ils ont vu débarquer les premiers de ces étranges immigrants; à travers eux, ils ont été les premiers en Orient à prendre conscience de l'ampleur du décalage entre leur monde et l'Occident. Avant la création de l'État d'Israël en 1948, cette confrontation fut loin d'être négative. Depuis, elle a pris deux

directions : tout d'abord, les 700 000 Arabes israéliens sont des citoyens loyaux d'Israël, quoique de seconde catégorie. Ils en apprécient les libertés démocratiques et sociales ainsi que le niveau de vie; d'un autre côté, les 1 500 000 Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ont appris — à travers l'occupation et en allant travailler en Israël — à mieux connaître la société israélienne et à nuancer leur jugement sur cette dernière.

Enfin, à un niveau plus politique, ce n'est pas de la fameuse épithète « caduque » — prononcée par Yasser Arafat à Paris, il y a deux ans, pour qualifier la Charte de l'OLP — que date la reconnaissance psychologique de l'existence d'Israël par la centrale palestinienne. Son Président avait, dès 1974, tendu le rameau d'olivier à Israël de la tribune des Nations unies. Aujourd'hui, ni les Palestiniens de l'intérieur ni ceux de la diaspora ne souhaitent la disparition de l'État hébreu, même si l'exaspération grandit du fait de l'intransigeance de Tel Aviv. Les Palestiniens sont d'autant plus prêts à coexister en bonne intelligence avec les Israéliens qu'ils ont fait l'amère expérience de la « solidarité » arabe. Ils en ont gardé des attitudes qui les rapprochent des Israéliens; ils ont pris conscience de l'effet de catalyseur que pourrait avoir pour la région le rapprochement de leurs deux peuples.

Quant aux Jordaniens, cela fait plus de quarante ans qu'ils discutent avec les dirigeants sionistes : à Amman, on n'a pas oublié les rencontres sur le Jourdain entre le roi Abdallah et Mme Golda Meir pour tenter d'éviter la guerre israélo-arabe de 1948. Pas question, cependant, de signer une paix séparée comme l'Égypte. Le million et demi de Jordaniens d'origine palestinienne ne l'accepteraient pas; par ailleurs, l'abandon de Jérusalem, troisième Lieu saint de l'islam, à l'autorité exclusive d'Israël est inconcevable. Mais toute issue qui réglerait ces deux points serait la bienvenue. La Jordanie, pays enclavé, coupé par Israël de ses débouchés traditionnels vers la Méditerranée, ne se conçoit, à terme, que dans une fructueuse association avec l'État hébreu et un État palestinien. En retour, ces deux pôles dynamiques, attractifs pour les capitaux et les hommes de leurs diasporas respectives, trouveraient en la Jordanie une fenêtre sur la péninsule arabique.

Le problème, à terme, est donc celui d'un changement de vision de la société israélienne qui l'amènerait à accepter son environnement proche-oriental. Israël comprendrait alors le caractère illusoire de sa stratégie et admettrait la nature des relations entre communautés ethniques ou religieuses au

Moyen-Orient, bien différente de ce qui constitue l'expérience historique des ashkénazes dans l'Europe de la diaspora.

Au Proche-Orient, les régimes totalitaires ne seront plus de mise. Ils devraient céder la place à une représentation sociale multiforme qui refléterait les intérêts de sociétés de plus en plus composites. Si la démocratie, telle qu'elle se pratique en Occident, a été déconsidérée par la corruption dans laquelle elle a sombré en Orient, d'autres formes de représentation politique existent dans ces sociétés et pourraient être adaptées par les élites modernistes en quête de légitimité traditionnelle. Ainsi l'islamisme, qui rassemble les suffrages d'une majorité de citoyens arabes, devra, à l'épreuve du pouvoir, composer avec les droits de l'Homme et de la Femme, avec les réalités internationales, avec les spécificités de chaque pays et les lois incontournables de l'économie et du jeu politique.

Pour tragique qu'elle ait été, la guerre du Golfe aura peut-être fourni au Moyen-Orient et à Israël l'occasion de régler les problèmes d'ordre psychologique qui les opposent et de s'engager durablement sur la voie de la paix et de la prospérité. Il suffira que l'Occident fasse preuve d'une volonté inébranlable pour amener Israël et ses voisins à s'entendre.

(1) Sorte de Bourse en plein air qui tenait ses activités sur une place de Koweït-Ville, le souk Al-Manakh fut, pendant quelques années d'euphorie, le centre d'une spéculation effrénée sur des valeurs souvent inexistantes, spéculation qui se solda par un effondrement retentissant. Le Trésor koweïtien dut déboursier près de 90 milliards de dollars pour éviter la faillite à de multiples officines et particuliers imprudents.

(2) Le groupe Al-Rayyan était le plus grand des conglomérats financiers islamistes apparus à la fin des années 70 en Égypte; il offrait un taux de rémunération imbattable aux fonds déposés par les émigrés égyptiens dans le Golfe. Rémunération obtenue par des procédés de pure et simple cavalerie, car l'islam interdit les prêts à intérêt. L'État demanda des éclaircissements sur le fonctionnement du groupe; l'enquête aboutit à la liquidation de ce dernier et à des procédures pénales contre ses dirigeants.

(3) Réunion traditionnelle des hommes où se discutent les affaires de la collectivité. Ces diwanis ont fonctionné, depuis 1989, comme des forums politiques où les citoyens koweïtiens ont pu exprimer leurs critiques, parfois virulentes, à l'égard de la famille princière.

(4) Les relations entre l'Iran islamique et l'Arabie saoudite, très mauvaises depuis l'origine, se sont vraiment dégradées après l'affaire du « massacre des pèlerins iraniens ». Le 31 juillet 1987, la délégation iranienne à La Mecque organisa une manifestation contre l'Amérique, l'Union soviétique et Israël, comme chaque année depuis 1983. Des échauffourées éclatèrent qui firent 460 morts, dont 412 Iraniens. La dynastie saoudienne fut alors déclarée par l'imam Khomeiny « ennemi N° 1 de la République islamique ».

(5) *Foreign Report*, 13 septembre 1990.

21 000211

20 POLITIQUE INTERNATIONALE

(6) Le vilayet de Mossoul — qui comprend la région pétrolière de Kirkouk — faisait partie de l'empire ottoman. Lors du démembrement de ce dernier, à l'issue de la Première Guerre mondiale, un arbitrage de la SDN en attribua, en 1924, la plus grande partie à l'Irak, sous mandat britannique. La Turquie accepta cette décision en 1926.

(7) Selon le rapport 1989 d'Amnesty International. « plus de 6 000 personnes, pour la plupart des civils non armés, ont été délibérément tuées par les forces gouvernementales... La plupart étaient des civils kurdes, notamment des familles entières, tués au cours d'attaques militaires de grande envergure contre des objectifs civils » (Rapport annuel 1989, p. 283). Ce fut le cas les 16 et 17 mars 1988 : 5 000 personnes ont été tuées et des milliers d'autres blessées lors de l'attaque à l'arme chimique contre la ville de Halabja. En outre, plus de 400 personnes ont été exécutées en avril de la même année dans la garnison militaire de Tanjaro, après avoir été blessées lors des attaques à l'arme chimique contre des villages du Karadagh. Déjà, en avril 1987, environ 360 habitants du village de Cheikh Wasanan (province d'Arbil) avaient disparu après s'être présentés à l'hôpital pour faire soigner leurs blessures dues aux armes chimiques. Après le cessez-le-feu, le 27 août 1988, l'armée irakienne aurait encore arrêté et fusillé plus de 1 000 personnes dans les villages autour de Dohok; et, le 1^{er} septembre, le gouvernement turc dut accorder l'asile provisoire à 57 000 réfugiés kurdes. En 1989, les exécutions de Kurdes et d'Assyriens, rentrés à la faveur de l'amnistie du 6 septembre 1988, ont continué par centaines.

(8) Alors que les Turcs sont venus par vagues successives des steppes d'Asie centrale (entre le lac Baïkal et le Xinjiang) et sont de langue ouralo-altaïque, les Kurdes, eux, sont un peuple présent dans la région dès l'Antiquité et de langue indo-européenne.

(9) « Preuve de l'islam », titre donné aux dignitaires religieux docteurs en théologie.

(10) L'extrémité sud de ce gisement de pétrole et de gaz est située en territoire koweïtien, et la plus grande partie en Irak. Ce dernier accuse le Koweït d'avoir abusivement exploité ce champ tout au long de la guerre Iran-Irak. Bagdad, avant le 2 août 1990, exigeait, pour cette raison, des réparations du Koweït.

(11) La communauté des croyants.

(12) Le royaume d'Arabie est né au XVIII^e siècle de la rencontre du mouvement religieux intégriste lancé par le prédicateur Mohamed Abd al-Wahhab et d'une force militaire dirigée par un chef bédouin, fondateur de la dynastie des Al-Saoud. Après une éclipse au XIX^e siècle, ce royaume reprend son essor dans les années 20 et revêtit son nom actuel d'Arabie saoudite en 1932.

(13) Institution politico-religieuse suprême islamique créée après la mort de Mahomet et abolie par Atatürk en 1924.

(14) Port turc situé près de la frontière syrienne.

(15) Ce barrage colossal construit en Turquie fait peser des menaces sur l'approvisionnement des ouvrages situés en aval, comme le barrage de Tabqa en Syrie.

(16) Depuis les années 50, l'eau potable consommée au Koweït provient exclusivement d'usines de dessalement.

(17) Aux termes des accords de désengagement de 1974, la Syrie a récupéré le chef-lieu de la province du Golan, Kuneitra. Mais les forces israéliennes avaient complètement dynamité la ville la veille de sa rétrocession.

(18) La forteresse de Massada, au bord de la mer Morte, fut le dernier bastion de la résistance juive face à l'armée romaine (66-73 après J.C.). Plutôt que de se rendre, les derniers défenseurs préférèrent se jeter du haut des remparts. Cet état d'esprit, constamment exalté, est censé être le ciment psychologique de l'État hébreu.